ASSEMBLÉE NATIONALE

17 janvier 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3649)

Retiré

AMENDEMENT**N ° 1828**

présenté par

M. Houlié, rapporteur thématique et M. Boudié, rapporteur

ARTICLE 34

À l'alinéa 5, substituer aux mots :

« cinq premiers »

les mots :

« premier et troisième à cinquième ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'art. 33 al. 4 envisage l'obligation de dresser la liste des lieux où les associations organisent l'exercice public du culte. Ces dispositions ne concernent que les associations culturelles et pas les associations de la loi de 1901 à objet exclusivement culturel ou mixte. Par ailleurs, elles ne concerneront pas les catholiques car les diocésaines n'organisent pas l'exercice public du culte.

A ces dispositions, s'ajoutent celles de l'art. 34 qui prévoient 9000 euros d'amende en cas de non respect de cette obligation.

Ce qui pose problème c'est que cette obligation ne concernera de facto que certains cultes (les Israélites, les Protestants, et ceux des musulmans qui seront en associations culturelles) et pas les autres. La sanction pénale est donc discriminatoire.